

Les événements récents ont mis en relief de façon saisissante une réalité indéniable : ce sont les Palestiniens, et non les voisins arabes d'Israël, qui représentent son principal adversaire et lui posent son principal défi. Cette réalité a des incidences fondamentales sur le processus de paix. Mes entretiens avec les dirigeants de la Jordanie, de l'Arabie saoudite et de l'Égypte m'ont parfaitement convaincu qu'ils aspirent véritablement à une paix juste et durable et que, dans ce but, ils sont disposés à prêter leur concours dans le cadre de négociations. Toutefois, ils ont, eux aussi, pris note de l'évolution récente de la situation dans les territoires occupés et on peut s'attendre à ce qu'ils soient de plus en plus réticents à conclure une entente à moins qu'elle ne soit clairement acceptable pour le peuple palestinien et ses dirigeants. Des leaders comme le roi Hussein et le président Moubarak souhaitent jouer un rôle utile, mais l'instauration de la paix dans les territoires occupés est une tâche totalement hors de leur portée.

En mettant l'accent sur l'action récente d'Israël, je ne souhaite aucunement donner à penser qu'une seule partie est à blâmer. Nous condamnons tous l'odieuse attaque terroriste lancée il y a quelques jours à peine contre un autobus, dans le Sud d'Israël, et le meurtre de passagers. Cet attentat nous rappelle également avec force que le cycle de la violence doit être rompu des deux côtés. Les dirigeants palestiniens, dans le passé, n'ont pas saisi des occasions, n'ont pas pris les risques nécessaires à l'instauration de la paix. Tout comme ceux d'Israël, les dirigeants palestiniens doivent surmonter de profondes divisions dans leurs rangs et faire preuve de sagesse, de modération et de clairvoyance pour que leur peuple puisse bénéficier de la paix dans la justice. Tant les Israéliens que les Palestiniens recherchent une solution garantissant leur sécurité et leur liberté de vivre dans le système politique et social qui leur est propre. Il serait possible d'accomplir des progrès en ce sens si les dirigeants palestiniens avaient la hardiesse d'annoncer officiellement qu'ils reconnaissent l'indépendance et l'intégrité territoriale d'Israël en échange d'un retrait israélien des territoires occupés depuis 1967. De la part de l'Organisation de libération de la Palestine, des mesures en vue de l'acceptation non équivoque des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité des Nations Unies auraient un effet profond sur l'opinion publique israélienne car elles bouleverseraient toutes les données du processus de paix. L'acceptation sans équivoque de ces résolutions par Israël serait tout aussi significative, la position de ce pays étant actuellement rendue confuse par l'intransigeance du Likoud à l'égard du principe même du compromis territorial.